Petersson, Niels P., *Anarchie und Weltrecht. Das deutsche Reich und die Institutionen der Weltwirtschaft 1890-1930*

Jean-François Eck

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/2250>

DOI : 10.4000/ifha.2250

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Jean-François Eck, « Petersson, Niels P., *Anarchie und Weltrecht. Das deutsche Reich und die Institutionen der Weltwirtschaft 1890-1930* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2010, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/2250> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.2250>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

Petersson, Niels P., *Anarchie und Weltrecht. Das deutsche Reich und die Institutionen der Weltwirtschaft 1890-1930*

Jean-François Eck

- 1 Cet ouvrage, issu d'un mémoire d'habilitation à diriger des recherches, examine la part prise par l'Allemagne à la construction de l'ordre économique international, de la fin du XIXe siècle jusqu'aux difficultés annonciatrices de la crise des années 1930. Il recourt pour ce faire à la correspondance diplomatique allemande, aux archives d'organisations internationales comme la deuxième conférence de la paix de La Haye en 1907, le Comité économique de la Société des Nations, la Chambre de commerce internationale, mais aussi aux ouvrages de doctrine des économistes et juristes contemporains, en particulier les spécialistes allemands de droit international privé comme Arthur Nussbaum ou Auguste Sartorius von Waltershausen. La première partie de l'ouvrage est consacrée aux problèmes posés par le défaut de paiement des États débiteurs, la seconde à la mise en place des instances régulatrices du droit commercial international. Se rattachant aux travaux de l'école institutionnaliste en histoire économique (Douglass North), l'analyse se situe dans la perspective de ceux réalisés en Allemagne par des auteurs comme Jürgen Osterhammel, Peter Borscheid, Stefan Conrad, Boris Barth, Guido Thiemeyer.
- 2 Avant 1914, les États incapables de payer leurs dettes envers les ressortissants d'autres États sont des pays comme la Grèce, le Venezuela, la Chine. De grandes banques allemandes comme Bleichröder étant souvent lourdement impliquées, elles favorisent la tenue de rencontres internationales dans lesquelles les représentants du gouvernement impérial se montrent fort actifs, parfois même réclament des actions militaires ponctuelles contre les gouvernements récalcitrants menées en commun avec d'autres États, comme celle que l'Allemagne entreprend avec la Grande-Bretagne contre le Venezuela en 1903. Après 1918 cependant, la relation s'inverse. C'est

désormais l'Allemagne qui ne s'acquitte pas du montant des réparations dues à ses vainqueurs. L'ouvrage montre comment, malgré la présence d'une école souverainiste qui estime, comme le ministre argentin de la fin du XIXe siècle Luis Drago, que l'État débiteur peut, au nom de l'intérêt national, décider s'il s'acquittera ou non de ses dettes, se met progressivement en place un ordre juridique international. Celui-ci paraît solide au moment où se déclenche la crise des années 1930 et où le moratoire décidé unilatéralement par le chancelier Brüning lui porte un coup fatal.

- 3 Quant au droit commercial international privé, l'ouvrage souligne la part prise par les juristes allemands à son élaboration, lors de réunions telles que celles tenues à La Haye en 1910 et 1912, préparatoires à la convention sur les changes signée à Genève en 1930 par les représentants de 22 pays sous l'égide de la Société des Nations. Il insiste sur l'importance d'accords directement liés aux activités du grand commerce allemand comme celui sur le négoce céréalier passé en 1904 entre l'Allemagne et les Pays-Bas, fixant des règles qui s'imposent peu à peu aux autres catégories d'opérateurs, enfin sur ceux qui reconnaissent la compétence des tribunaux d'arbitrage fonctionnant à partir de 1920 dans le cadre de la Chambre de commerce internationale. Tout ceci dessine les contours d'un véritable « internationalisme marchand » (*kaufmännisches Internationalismus*), œuvre de la communauté des affaires où les pouvoirs publics n'ont qu'un rôle secondaire. Mis en place de manière continue tout au long de la période, y compris durant les années 1920 qui, pour l'auteur, ne peuvent être considérées comme une période de recul relatif de la mondialisation, il s'approche de son apogée avant de connaître, là aussi, une brutale remise en cause lors de la crise des années 1930.
- 4 En dépit de l'aridité des questions abordées, l'ouvrage de N.P.P. montre bien la manière dont s'affirme, puis se consolide cet ordre juridique économique mondial que les contemporains désignaient déjà comme un *Weltwirtschaftsrecht*, ainsi que le rôle éminent qu'y a tenu l'Allemagne, à la mesure du poids qu'elle occupait dans la vie économique internationale.
- 5 Jean-François Eck (Université Lille III)